

Rapport

Retraite du Groupe Régional de Coordination sur l'ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre

Version 13/03/2017

Rapporté par le Secrétariat (UNESCO-Dakar)

Lieu : Radisson Blu, Dakar

Date : 8 décembre 2016

Durée : 9h00 – 16h30

Contexte

Le Groupe Régional de Coordination sur l'ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC) a été créé le 19 mai 2016, réunissant les représentations régionales d'agences des NU, d'autres organisations multilatérales et de la société civile actives pour le développement de l'éducation dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le groupe a été établi comme une plate-forme régionale de dialogue, d'échange de bonnes pratiques, de communication et de plaidoyer et pour un appui technique régional conjoint, le renforcement des capacités, le suivi et l'évaluation et la mobilisation des ressources pour l'appui au développement de l'éducation nationale.

Objectifs de la retraite

Cette retraite a suivi trois précédentes réunions du groupe plénier en mai, juin et septembre 2016 et une réunion de l'équipe de pilotage en novembre 2016. Les objectifs étaient d'effectuer une revue des activités menées depuis mai, déterminer les perspectives et assurer le suivi des décisions prises par l'équipe de pilotage.

Participants¹

Étaient présents lors de la réunion des représentants régionaux d'organismes des Nations Unies, d'organisations multilatérales et de la société civile : l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), le Réseau africain de campagne sur l'éducation pour tous (ANCEFA), le Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la francophonie (CONFEMEN), le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE), le Forum des Éducatrices Africaines (FAWE), Handicap International, IIEP-Pôle de Dakar, l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), Organisation internationale du travail (OIT), Partenariat mondial pour l'éducation (PME), Plan International WARO, Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO), Save the Children, UNESCO-Dakar, UNHCR, et UNICEF.

¹ Liste des participants en annexe

Introduction

La retraite du groupe plénier a commencé par la présentation des participants, suivie d'une présentation et de l'adoption de l'ordre du jour.

Activités des membres du groupe en lien avec les fonctions clés du GRC4-AOC

Les participants ont ensuite été invités à présenter les activités menées par leur organisation en lien avec les fonctions clés du groupe depuis la dernière réunion du GRC4-AOC, le 15 septembre 2016².

Décisions de l'équipe de pilotage

Le Secrétariat a ensuite informé le groupe plénier sur les décisions de l'équipe de pilotage lors de leur réunion intérimaire du **8 novembre** :

- L'équipe de pilotage est composée de 5 membres: UNICEF, CAMES, CONFEMEN, une organisation représentant la société civile (FAWE/ANCEFA) et présidée par le Secrétariat (UNESCO). En ce qui concerne l'adhésion des organisations de la société civile à l'équipe de pilotage, deux options ont été proposées: soit FAWE ou ANCEFA partagent un siège et un seul vote ou une organisation peut devenir un membre à part entière et l'autre le suppléant. Lorsque le membre à part entière n'est pas en mesure d'assister aux réunions, le suppléant peut le remplacer. Il a été demandé aux deux agences d'informer le Secrétariat aussitôt qu'elles auront pris une décision.
- Le nombre de thèmes des équipes de travail proposé est passé de 15 à 7, avec un meilleur alignement avec les cibles de l'ODD4. Toute équipe de travail sans entité responsable de sa coordination engagée sera retirée de la liste.
- La nouvelle structure du plan de travail a été adoptée et un projet d'ordre du jour a été proposé pour la retraite du groupe plénier.

Plan de travail 2016-2017 révisé

Le point suivant était la présentation du plan de travail révisé et adopté pour 2016-2017 et une revue et un échange sur sa mise en œuvre. Certaines activités ont été transférées aux équipes de travail.

Fonction 1 : Préparation, opérationnalisation et suivi

- La composition de l'équipe de pilotage telle qu'elle s'est réunie le 8 novembre a été approuvée. FAWE et ANCEFA ont confirmé s'être mis d'accord pour partager le siège de la société civile (et donc partager une voix).
- Les membres ont été invités à choisir un point focal et un suppléant de chaque organisation, afin de réduire le nombre de contacts. Le Secrétariat distribuera un formulaire à cet effet
- Une discussion a eu lieu sur la revue annuelle et le rapport annuel : le rapport annuel d'activité doit-il être préparé en janvier ou à la fin de l'année fiscale, qui devrait être responsable de sa préparation, les pays bénéficiaires devraient-ils être impliqués dans le processus d'évaluation ? Des discussions supplémentaires seront nécessaires pour parvenir à une conclusion sur ce point.

² Voir les détails fournis par les membres du GRC4 en annexe

- La nécessité d'échanger des informations sur les activités des équipes de travail entre les équipes et avec le groupe plénier a été soulevée. Les membres se sont accordés pour dire que des rapports périodiques et la collecte de documents sur le portail web sont nécessaires, mais que les systèmes de rapportage doivent être aussi flexibles que possible. Les équipes de travail et les responsables d'activités rapporteront les informations sur les activités/résultats et les perspectives lors des réunions trimestrielles du groupe plénier en utilisant leur propre modèle. Une colonne de suivi pourrait être ajoutée au plan de travail de l'équipe de travail, par exemple. Des modèles pourront être proposés plus tard pour une présentation harmonisée.
- L'importance des membres du GRC4 travaillant ensemble comme une seule équipe a été discutée. En particulier, lorsqu'une organisation effectue une mission, il convient d'assurer un lien entre ceux qui travaillent dans ce pays par le biais de la liste de diffusion et/ou du portail web afin d'améliorer la cohérence et la synergie. Le Groupe local d'éducation (GLE) devrait également être informé. Ces mécanismes exigent une volonté de partager et de coopérer, ainsi que l'utilisation de toutes les ressources disponibles du groupe, y compris le partage d'informations au niveau des pays
- Les membres ont convenu de tenir des réunions plénières d'une demi-journée tous les trois mois, dont une séance d'une heure consacrée à un aspect lié à la connaissance.

Fonction 2: Espace régional de dialogue, communication et gestion des connaissances

- Les membres ont été encouragés à faire des propositions pour améliorer la plate-forme Educ'Africa développée par le Secrétariat. L'objectif de cet outil est de partager des informations, les connaissances et les expériences entre les membres et les pays dans la perspective de partager une plateforme commune avec le groupe de coordination sur l'ODD4 de l'Afrique de l'Est et Australe (AEA)
- Les suggestions concernant l'utilisation de la plate-forme pour le dialogue et l'échange avec et entre les pays sont les bienvenues. Des ressources telles que les profils de pays en ligne que l'UNESCO développe pourraient être partagés avec les pays, auraient besoin de la rétroaction des membres et pourraient être améliorés par les équipes de pays
- De nombreuses ressources ont également été ajoutées par l'équipe de travail TALENT après leur atelier organisé en octobre 2016
- Le portail web (qui fait actuellement partie du site « UNESCO Afrique ») peut être déplacé vers un autre site pour refléter le caractère inclusif du groupe pour l'appropriation par tous les membres.
- Le PME a suggéré d'ajouter deux points au plan de travail: (1) une session de connaissance sur le GRC4-AOC & AEA lors de la prochaine réunion du groupe constitutif des pays en développement partenaires et (2) un blog PME-GRC4 sur la coordination régionale des activités liées à l'ODD4

Fonction 3: Activités de soutien du GRC4 (travail d'analyse et appui aux pays)

- La cartographie préliminaire des organismes Chefs de file des groupes locaux d'éducation (GLE) et des agents de subvention du PME, effectuée par l'UNICEF, doit être finalisée et mise à jour, avec l'appui des autres membres
- Le groupe doit réfléchir sur la manière dont l'appui sera fourni aux Groupes locaux d'éducation
- Journées mondiales: les membres peuvent proposer des célébrations conjointes au niveau national ou régional à Catherine Collin (c.collin@unesco.org)
- La communication entre le GRC4 et les groupes de travail existants devrait être renforcée, par exemple le groupe sur l'Education dans les situations d'urgence et celui sur la violence scolaire basée sur le genre
- L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources par 4-5 membres a été approuvée comme une activité du plan de travail avec les contributions des équipes de travail. Aucun membre ne s'est encore porté volontaire pour cette mission.

Equipes de travail

Le point suivant de l'ordre du jour était la revue de la liste des équipes de travail et de leurs agences chef de file/co-chef de file, la présentation des lignes directrices pour la préparation des Termes de référence (TdR) des équipes de travail et la présentation des TdR de certaines équipes de travail.

Equipes de travail et (co-)chefs de file

- La liste réduite de sept équipes de travail (ET) a été adoptée lors de la réunion de l'équipe de pilotage du 8 novembre : (1) Renforcement des systèmes éducatifs, (2) TALENT (Teaching and Learning: Educator's Network for Transformation), (3) Egalité des genres et éducation inclusive, (4) Education de la Petite Enfance, (5) Education à la paix, à la citoyenneté et au développement durable, (6) Enseignement post-basique et EFTP, (7) Enseignement supérieur
- UNESCO a été confirmée comme chef de file pour l'ET Renforcement des Systèmes éducatifs, avec UNICEF comme co-chef de file
- L'ET sur l'éducation des filles, dirigé par STC, a été étendu pour couvrir l'éducation inclusive (ET sur l'égalité des genres et l'éducation inclusive) et attend également un co-chef de file
- L'UNICEF dirigera l'ET sur l'EPPE, le CAMES l'ET sur l'enseignement supérieur et le REESAO a proposé de diriger l'ET sur l'enseignement post-basique et l'EFTP (à confirmer)
- La durée proposée du mandat du chef de file d'une ET a été fixée à une période initiale de 2 ans
- Il a été rappelé au groupe que le rôle de chef de file est de coordonner (réunions et activités) et de rendre compte au groupe plénier mais ils ne seraient pas responsables de la mise en œuvre des activités. Pour chaque activité du plan de travail d'une ET, un membre responsable sera désigné, notamment parmi des partenaires qui ne sont pas particulièrement membres de l'ET ou du GRC4

Lignes directrices pour la préparation des TdR des équipes de travail

- Un canevas a été présenté comme base commune pour les TdR des ET sous les principales modalités de travail suivantes : travail analytique et élaboration d'outils, gestion des connaissances (y compris la production et la diffusion des connaissances), appui aux pays et renforcement des capacités. Il n'est pas requis que chaque ET prévoit une activité sous chaque modalité et de nouvelles modalités peuvent être suggérées
- Il a été convenu que les objectifs des ET devraient être gérables et priorisés sur une période de 1 à 2 ans.
- Les mécanismes de rapportage devraient être flexibles, avec un bref partage des principaux résultats lors des réunions du groupe plénier

Présentation des TdR des ET établies

Les trois équipes de travail établies ont présenté leurs objectifs et les principales activités planifiées jusqu'à présent. Ceci a été suivi de discussions mises en évidence ci-dessous :

Renforcement des systèmes éducatifs

- Concernant le rapport annuel proposé sur la situation de l'éducation dans la région de l'AOC :
 - La situation financière actuelle de l'ISU ne lui permet pas de s'engager à soutenir son élaboration

- Il est nécessaire de vérifier si d'autres organisations (p.ex. l'Union africaine) vont préparer un tel rapport pour éviter les doubles emplois
- Les données existantes devraient être utilisées (rapport GEM, ISU, IIEP, etc.), notamment une première analyse effectuée au niveau mondial. Un appui financier de membres pour recruter un consultant à cet effet serait très utile selon l'ISU.

TALENT (Enseignement et apprentissage: Réseau des Educateurs pour la transformation)

- Il a été recommandé que TALENT et ADEA discutent davantage sur la collaboration avec le groupe de travail de l'Union africaine NALA
- Il a été annoncé que l'UNESCO partagerait les expériences de TALENT avec le groupe de coordination Asie-Pacifique dans le but d'apprendre les uns des autres.

Égalité des genres et éducation inclusive

- Save the Children a accepté de diriger le thème élargi « Égalité des genres et éducation inclusive » (initialement: « éducation des filles »)
- Les TdR initiaux doivent être remaniés selon les orientations et la structure présentées pendant la retraite
- FAWE a noté qu'un groupe de travail sur la violence scolaire basée sur le genre (VSBG) existe déjà. L'ET s'efforcera de coordonner avec d'autres groupes existants (par exemple sur la VSBG et le groupe régional sur le genre dirigé par ONU Femmes).

Termes de référence du GRC4-AOC

Les TdR ont ensuite été lus et discutés et les participants ont été invités à émettre des commentaires.

- Il a été rappelé au groupe que de nouveaux membres pourraient être invités à se joindre au groupe. Les suggestions sont les bienvenues
- Des modifications ont été proposées et seront examinées dans une nouvelle version des TdR :
 - *Fonctions* : il a été suggéré par UNICEF d'inclure une plus grande « domestication » (contextualisation au niveau des pays) afin d'appuyer l'adaptation nationale.
 - *Vision*. De même, il a été convenu que le lien avec les mécanismes de coordination mondiaux et nationaux doit être mis en évidence. Le diagramme sur la structure organisationnelle sera modifié à cet effet
 - Les quatre modalités de travail du groupe ont été convenues : (1) travail analytique et élaboration d'outils, (2) gestion des connaissances, (3) appui aux pays et (4) renforcement des capacités
 - *Equipe de pilotage* : il a été rappelé aux participants qu'il y avait 5 membres votants, avec une organisation de la société civile (c'est-à-dire un sous-secteur principal) prenant un vote.

Plateforme web Educ'Africa

La plateforme web pour la partage d'expériences et de connaissances, Educ'Africa, est en cours de développement par l'équipe du Secrétariat/de l'UNESCO. Sa version actuelle a été présentée au groupe plénier, en se concentrant sur ses caractéristiques et ses outils et sur la façon dont chaque membre pourrait contribuer, suivi d'une discussion sur la façon de développer davantage la plate-forme.

Commentaires

- Il a été suggéré que des équipes de communications de diverses agences pourraient aider à son développement et à son fonctionnement
- *Ressources* : deux questions ont été soulevées concernant la manière dont nous gérons ou validons la qualité (et le type de documents à télécharger), ainsi que l'aspect technique de l'ajout des matériels. Un log-in a été suggéré. Il a également été suggéré que les ressources soient marquées (avec des mots-clés, pas seulement des catégories), définies et un bref résumé pour faciliter la recherche. L'accès pour la mise en ligne de ressources est actuellement réservé au Secrétariat et l'idée de soumettre des documents pour approbation a été présentée
- *Forum* : un sujet pourrait être créé comme espace de discussion sur le site pour tous les membres
- *Liste d'experts* : l'idée était d'avoir une liste contenant des informations de contact. Encore une fois, la question de la qualité a été soulevée : comment pouvons-nous garantir que leur travail est d'une norme suffisante? Tous les membres devraient contribuer à l'identification de spécialistes potentiels dont les informations pourraient être partagées sur le site web, sur la base d'une clause de non-responsabilité
- Il a été proposé d'ajouter à la plateforme un calendrier des activités, des réunions et des missions dans la région
- Il a été proposé que les profils de pays puissent aider à comparer différentes questions dans différents pays, par exemple, l'EPPE. Un tel mécanisme permettrait d'obtenir des informations sur certaines questions pouvant être recherchées et comparables. Le PME a répondu qu'il disposait de profils de pays qui sont actuellement mis à jour. Ceux-ci pourraient être utilisés pour la plate-forme
- Sur la base de la requête antérieure concernant l'URL (lié à UNESCO en raison du fait qu'elle a été lancée sur son serveur et qu'il n'y avait, actuellement, pas d'autres fonds disponibles), l'UNICEF discutera d'une contribution pour une solution alternative car il est important qu'elle reflète le groupe collectif afin de promouvoir l'appropriation
- Le PME a recommandé l'établissement de liens avec la « Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement » du PNUD, qui n'est pas particulièrement orientée sur l'éducation actuellement
- Il a été proposé que 3 ou 4 organisations - en particulier, celles ayant de l'expérience dans ce domaine - pourraient se réunir au cours de la troisième semaine de janvier 2017 pour discuter plus en détail du développement du site. Cependant, il a été réitéré que le site appartient à l'ensemble du groupe, et tout le monde est invité à suggérer des améliorations.

Contributions au fonctionnement du Secrétariat

Les suggestions et les appels pour les contributions financières et en nature ont été discutés.

- Tous les membres ont été invités à contribuer au travail du Secrétariat pour une meilleure appropriation: en co-finançant un membre du personnel à temps partiel affecté à la fonction de secrétariat du GRC4, en accueillant des réunions, en soutenant la participation de membres non basés à Dakar ou la préparation du rapport annuel sur l'ODD4 et toute autre activités d'intérêt commun, etc. Un document sera distribué pour que les membres du groupe puissent annoncer leur engagement de contribution financière ou en nature.
- La possibilité d'assister virtuellement, via Skype, pourrait être explorée pour les agences ayant des difficultés à assister aux réunions.
- Le GRC4-AOC pourrait également combiner ses efforts et ses ressources avec ceux du groupe de coordination de l'Afrique de l'Est et australe à travers un fonds commun
- Une collaboration avec le Mécanisme de Coordination Régional a été suggérée.

Conclusion

Les décisions suivantes ont été prises lors de la retraite du GRC4-AOC :

- Le plan de travail a été adopté avec quelques modifications
- Les chefs de file ont été confirmées pour cinq équipes de travail³. Les TDR doivent être préparés/révisés conformément à la note d'orientation et partagés avec les membres avant la prochaine réunion du groupe plénier
- Les modifications proposées aux TdR du GRC4 seront ajoutées
- Réunions du groupe plénier : une demi-journée tous les trois mois
- Les membres ont été invités à communiquer avec les Groupes locaux de l'éducation et les bureaux/antennes nationales pour assurer la liaison entre le GRC4 et le niveau de pays
- Un sous-groupe sera établi pour travailler sur la plateforme web qui sera placée sous un autre domaine. Une réunion a été proposée à cet effet pour la 3^e semaine de janvier pour réfléchir à la mobilisation des ressources et comment rendre le site accessible et utilisable pour toutes les parties
- Le groupe a été encouragé à proposer d'autres partenaires
- Un formulaire sur lequel les membres pourront détailler leurs contributions au fonctionnement du GRC4 sera diffusé
- Les membres devraient proposer des ajouts spécifiques au plan de travail, comme les journées mondiales et les activités liées qu'ils souhaitent organiser/diriger
- Une réunion sur le portail web - en particulier avec les agences avec une spécialisation en communication - a été proposée pour la 3^e semaine de janvier 2017. Au cours de cette réunion, les membres réfléchiront sur la façon de mobiliser les ressources et de rendre le site accessible et utilisable par toutes les parties
- Des rapports trimestriels sur les travaux du groupe doivent être soumis au R/UNDG
- La date provisoire de la prochaine réunion a été fixée au 7 mars 2017 (à confirmer).

³ Chefs de file à confirmer pour les équipes de travail suivantes : (1) Education à la paix, à la citoyenneté et au développement durable; (2) Enseignement post-basique et EFTP.

ANNEXES

1. Liste des participants

		NOM, Prénom	Titre	Organisation	Contact
1	M.	BA, Mame Ibra	Directeur INEADE	ADEA	mameibra2011@hotmail.fr +221776117731
2	M.	BERNAL, Marc	Conseiller Régional	UIS	m.bernal@unesco.org
3	M.	CHANG, Gwang-Chol	Director ad interim	UNESCO	gc.chang@unesco.org
4	Ms.	COLLIN, Catherine	Chargée de Coordination	UNESCO	c.collin@unesco.org +221338649643
5	Ms.	DIOUF DIOP, Khady		FAWE	fawesenegal1@yahoo.fr / HMamadou_Anne@fawe.org
6	Ms.	DJIOZE-GALLET, Valérie	Education Specialist	UNESCO	v.djioze@unesco.org
7	Ms.	EGBETAYO, Victoria	Partnership and Advocacy Specialist	Global Partnership for Education (GPE)	vegbetayo@globalpartnership.org
8	M.	GUEYE, Babacar	IT Manager	UNESCO	b.gueye@unesco.org
9	M.	HOSPITAL, Xavier	Conseiller Régional	UNESCO	x.hospital@unesco.org +221777421204
10	Ms.	KANE, Faty	Regional Coordinator, Campaigns	Plan International WARO	faty.kane@plan-international.org
11	Ms.	HUNT, Lucy	Stagiaire	UNESCO	l.c.hunt@hotmail.co.uk
12	Ms.	LACASSE, Anne-Marie	Conseillère en politiques éducatives	CONFEMEN	amlacasse@confemen.org
13	M.	LAM, Cheikhena	SG INEADE	ROCARE	seexlam@yahoo.fr
14	Ms.	LEBAS, Charlotte	Regional Education in Emergencies Consultant	Plan International WARO	charlotte.lebas@plan-international.org
15	M.	LO, Bassirou	Professeur	UCAD (REESAO)	bassirou.lo@ucad.edu.sn / lobass57@gmail.com
16	M.	NDABANANIYE, Jean Claude	Education Policy Analyst	IIEP / Pôle de Dakar / UNESCO	jc.ndabananiye@unesco.org +221771463378
17	Ms.	NDIAYE, Marie	Membership Officer	CODESRIA	marie.ndiaye@codesria.sn +221775775415
18	Ms.	NEYESTANI-HAILU, Lily	Education Specialist	UNESCO	l.hailu@unesco.org
19	M.	NGUE, William	Assistant Project Officer	UNESCO	w.ngue@unesco.org
20	M.	OUATTARA, Youssouf	Chargé de projet Education	UNESCO	y.ouattara@unesco.org +221777794404
21	M.	SARR, Mamadou	Comité de Pilotage PSDC	CAMES	mamadou2.sarr@ucad.edu.sn
22	Ms.	SCHMIDT, Caroline	Regional Education Officer	UNHCR Regional Office West Africa	schmidt@unhcr.org
23	Ms.	SILVA, Rosa	Programme Officer	ANCEFA	rosa.silva@ancefa.org

24	Ms.	VALCARCE, Adriana	Consultant ECD	UNICEF WCARO	avalcarce@unicef.org
25	Ms.	VERSLUYS, Eline	Education Coordinator	Save the Children WCARO	Eline.Versluys@savethechildren.org
26	Ms.	VERVLOESEM, Inge	Regional Education Specialist	UNICEF WCARO	ivervloesem@unicef.org
27	Ms.	WEBSTER, Ilca	Spécialiste Compétences et Employabilité	ILO-Dakar	webster@ilo.org
28	Ms.	YONEMURA, Akemi	Education Specialist	UNESCO	a.yonemura@unesco.org

2. Tour de table des activités

UNICEF

- UNICEF a lancé un certain nombre d'activités autour de l'utilisation des TIC dans l'éducation, par exemple une consultation sur la façon de transformer l'éducation par l'utilisation des TIC
- Une autre consultation met l'accent sur l'éducation aux compétences de la vie qui a été proposée d'être mise en lien avec les travaux de l'équipe de travail TALENT.

UNHCR

- L'UNHCR a publié le nouveau Plan régional d'action pour les réfugiés du Nigéria de 2017 (RRRP) pour le Cameroun, le Tchad et le Niger ([lien vers le rapport](#)). Pour ces trois pays, l'éducation est un outil important de protection et de développement. Un résumé des composantes de l'éducation sera partagé avec le GRC4. La pertinence pour le groupe est « l'accès à une éducation de qualité dans des environnements d'apprentissage sûrs pour tous, y compris pour les enfants qui ne sont pas scolarisés, sera encore amélioré. Les partenaires du RRRP soutiendront leur intégration dans le système éducatif de leurs pays d'asile respectifs et l'obtention de certificats reconnus grâce à des possibilités d'apprentissage temporaires et alternatives »
- L'UNHCR Libéria a entrepris la transition vers le curriculum libérien (basé sur le curriculum ivoirien) et la remise d'écoles aux autorités nationales
- L'UNHCR et le PME: Le partenariat officiel avec le PME a été lancé en avril 2016. Un protocole d'accord entre l'UNHCR et le PME a été signé, qui vise à renforcer leur collaboration pour soutenir l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés. Au niveau mondial, UNHCR est représenté au Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation avec l'UNESCO, où l'UNHCR représente la composante « Agence multilatérale 1 » parmi les cinq composantes. En Afrique de l'Ouest et du Centre, l'UNHCR et le PME ont identifié des pays pilotes pour traduire ce partenariat en action - Burkina Faso, Mali, Libéria, Tchad, Burundi et RDC - en ce qui concerne le [processus du PME](#) au niveau national, en particulier le [développement/la mise à jour de l'ESP](#), et/ou la préparation de [programme de subvention](#).
- Ghana: dans le cadre du processus visant à inclure les apprenants réfugiés dans le système éducatif national du pays d'asile (réfugiés ivoiriens au Ghana dans ce cas), UNHCR a négocié avec succès l'inclusion de trois écoles dans trois camps de réfugiés dans l'Ouest du Ghana dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire en Ghana. Pour en savoir plus sur le processus d'inclusion au Ghana, veuillez-vous reporter aux parties [1](#) et [2](#) de la publication du blog de PME sur « Inclusion des étudiants réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux ».

FAWE

- Le FAWE a pris le lead pour l'élaboration du plan de mise en œuvre du pilier "égalité de genre" de la stratégie continentale pour l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-2025) dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine.
- Le FAWE est en train de mettre en œuvre un projet de promotion de l'enseignement secondaire pour les filles pour l'atteinte des ODD 4 et 5. Avec l'ADEA, le FAWE est à la recherche d'histoires de changements les plus significatif (recherche d'idées et de programmes / de projets / d'activités innovants et évolutifs qui peuvent/ont réussi à améliorer l'enseignement secondaire pour les filles en Afrique). En particulier, le défi vise, à fournir une plateforme d'identification de modèles de réussites possibles dans l'accélération de l'éducation des filles au niveau de l'enseignement secondaire, ainsi que des programmes ou projets qui peuvent être reproduits ou mis à l'échelle pour offrir aux filles un accès à une éducation de qualité à travers le continent. Il vise également à fournir

un recueil de meilleures pratiques en matière d'égalité des genres dans le secteur de l'éducation et de la formation. Des innovations au niveau secondaire sont particulièrement pertinentes pour l'après 2015 étant donné que les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sur l'égalité des genres n'ont pas été atteints, en particulier au niveau secondaire.

Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

- Le PME a participé à une réunion de validation de l'ADEA en préparation de la Triennale. Le PME a présenté sur l'éducation de la petite enfance, sur la base d'un document qu'il a soumis pour la Triennale et a également abordé le financement de l'éducation
- Inclusion des mises à jour du GRC4 dans le « GPE Southern Partners Update » : un bulletin d'information destiné aux partenaires aux pays en développement et aux coalitions des organisations civiles
- Participation du PME à la réunion du comité mondial de pilotage sur l'ED2030
- Réunion pré-conseil du groupe constitutif des pays en développement partenaires en novembre/décembre. Elle a notamment inclus une séance de connaissances et de bonnes pratiques sur l'EPPE. Étaient présents lors des réunions plus de 70 points focaux (nationaux et certains états fédéraux) des pays en développement partenaires de plus de 65 Ministères d'éducation de la région de l'AOC
- Le PME continue de travailler à l'élaboration des lignes directrices pour les revues sectorielles conjointes et des lignes directrices pour le financement domestique à utiliser par les Groupes locaux de l'éducation
- Le PME a diffusé un document d'orientation soulignant l'approche du PME dans trois domaines clés: la mobilisation accrue du financement intérieur des pays en développement partenaires, l'égalité des genres et les systèmes éducatifs tenant compte des questions de genre, une mise à jour du rôle du PME dans les états fragiles et touchés par le conflit et un document d'orientation sur l'EPPE
- Enfin, en novembre, le PME a organisé, en collaboration avec l'UNESCO-Dakar, l'IIPE-Pôle de Dakar et l'ISU, un webinaire sur les Comptes Nationaux de l'Éducation qui a rassemblé des pays de la région de l'AOC
- Le PME a également contribué à l'équipe de travail sur l'Égalité des genres et éducation inclusive en fournissant une liste de pays de l'AOC qui mettent en valeur le genre comme une composante des subventions de mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIGs).

Save the Children (STC)

- STC a mis en œuvre des projets d'éducation de base et de développement de la petite enfance dans 9 pays en AOC, œuvrant pour une éducation de qualité pour tous
- Il a lancé la campagne mondiale « Every Last Girl » le 11 octobre (Journée Mondiale de la Fille), focalisant entre autres sur le droit des filles à une éducation de qualité
- Ils ont lancé des campagnes nationales de plaidoyer sur l'éducation des filles dans 5 pays en AOC.

UNESCO

- L'UNESCO et le CODESRIA ont co-organisé une réunion de 18 savants africains pour repenser l'objectif de l'éducation en Afrique à la lumière de l'ODD4, dans le processus de contextualisation de la publication de l'UNESCO «Repenser l'éducation: vers un objectif commun mondial ?»
- À la suite du lancement régional du Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016 en AOC, le 15 septembre 2016, plusieurs lancements nationaux ont eu lieu. Ces événements - au Bénin, au Togo,

au Cameroun, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Nigéria et au Mali (à venir fin décembre) - ont été organisés en collaboration avec les Commissions nationales de l'UNESCO, suivis de consultations nationales sur l'ODD4.

- L'UNESCO a lancé une nouvelle série de notes de synthèse sur l'Education 2030, dont un volume sur « L'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées » (anglais et français) et trois autres volumes sont en préparation: « Intégrer et suivre l'Education 2030 dans les plans sectoriels nationaux de l'éducation », « Éducation en matière de santé sexuelle et reproductive » et « GCED/ESD »
- L'IPE-Pôle de Dakar a organisé deux tables rondes rassemblant des responsables des ministères de l'éducation et des partenaires de plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne afin de discuter et d'échanger sur des processus pour repenser la planification de l'éducation à la lumière de l'ODD4-ED 2030, en particulier les analyses sectorielles, ainsi que les besoins des états membres en renforcement de capacités autour de la nouvelle vision de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Institut de Statistiques de l'UNESCO (ISU)

- L'ISU prépare la collecte de données sur 29 indicateurs de l'ODD4 qui seront utilisés par les états membres en 2017
- Dans le cadre du programme pilote CapED au Mali, en RDC et au Sénégal, en appui à l'intégration de l'ODD4 dans les plans sectoriels de l'éducation, l'ISU soutient les capacités des pays à analyser leurs systèmes de données, la mise en place d'une plate-forme sur les statistiques de l'éducation, plaide pour le financement pour le renforcement des capacités, développe des cours auto-formations et développe des stratégies nationales sur les statistiques de l'éducation.

ADEA

- L'ADEA a impliqué quatre pays - Kenya, Rwanda, Sénégal et Zambie - dans une étude pilote visant à élaborer un cadre de référence d'évaluation qui contribuerait à établir un lien entre le PASEC et le SACMEQ.